



23.4338

Motion APK-N.

**Finanzielle Unterstützung
in Palästina. Einsetzung
einer Taskforce**

Motion CPE-N.

**Soutien financier en Palestine.
Mise en place d'une task force**

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.03.24

Antrag der Mehrheit
Annahme der Motion

Antrag der Minderheit
(Friedl Claudia, Arslan, Badertscher, Badran Jacqueline, Crottaz, de la Reussille, Fischer Benjamin, Molina, Moser, Nussbaumer, Walder)
Ablehnung der Motion

Proposition de la majorité
Adopter la motion

Proposition de la minorité
(Friedl Claudia, Arslan, Badertscher, Badran Jacqueline, Crottaz, de la Reussille, Fischer Benjamin, Molina, Moser, Nussbaumer, Walder)
Rejeter la motion

Page Pierre-André (V, FR), pour la commission: J'ai l'honneur, au nom de la Commission de politique extérieure de notre chambre, de vous présenter le rapport concernant la motion 23.4338, intitulée "Soutien financier en Palestine. Mise en place d'une task force". Cette motion a été déposée le 14 novembre de l'an dernier par notre commission parlementaire. Au terme de nos discussions, notre commission, par 11 voix contre 11 avec la voix prépondérante de son président, a adopté la motion. Le 21 février de cette année, le Conseil fédéral nous propose de la rejeter, estimant que ce qu'elle contient est, aujourd'hui, déjà réalisé. Voilà pour le côté "technique"; regardons ensemble son contenu.

Deux jours durant, en novembre dernier, notre commission s'est longuement penchée sur la situation au Proche-Orient. Nous nous sommes entretenus avec Madame Spoljaric Egger, présidente du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), évoquant en particulier la situation très inquiétante de la population civile et le respect du droit international humanitaire par les parties en conflit.

Dans ce contexte, la présidente du CICR nous a expliqué les conséquences dramatiques du conflit armé pour la population civile en Israël, dans la bande de Gaza et dans les pays voisins concernés. Elle a notamment rappelé qu'il était indispensable que les parties engagées dans le conflit s'acquittent de leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et que la population civile soit épargnée lors des opérations militaires. Notre commission a salué l'engagement infatigable du CICR en ces temps difficiles. Nous avons également échangé avec notre conseiller fédéral Ignazio Cassis, chef du Département fédéral des affaires étrangères. Pour compléter, ajoutons que les discussions de notre commission ont également porté sur la résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies du 27 octobre 2023 sur la situation au Proche-Orient, résolution que notre pays a soutenue. Pour l'essentiel, notre commission a constaté que la Suisse avait





AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Frühjahrssession 2024 • Siebente Sitzung • 05.03.24 • 08h00 • 23.4338
Conseil national • Session de printemps 2024 • Septième séance • 05.03.24 • 08h00 • 23.4338



regretté, dans sa déclaration supplémentaire concernant le vote, que les attaques terroristes du Hamas n'aient pas été explicitement condamnées.

Par ailleurs, notre commission a pris connaissance que la résolution appelait à respecter le droit humanitaire international et que cet objectif devait être soutenu. Certains membres de notre commission sont toutefois d'avis qu'il manque, dans le texte de la résolution, la mention et la condamnation des attaques du Hamas. C'est la raison pour laquelle la Suisse aurait dû la rejeter ou s'abstenir de voter. Ils ont également critiqué le fait que le Parlement n'ait pas été consulté à ce sujet.

Dans le cadre de nos discussions, notre commission a adopté, parmi d'autres interventions, la motion 23.4338, par 11 voix contre 11, avec la voix prépondérante de notre président. Elle charge, entre autres, le Conseil fédéral d'examiner les contributions versées par la Suisse aux organisations et institutions au Proche-Orient et de veiller à ce qu'elles ne puissent pas être utilisées abusivement afin de financer le terrorisme.

Je porte à votre connaissance le fait qu'une minorité de notre commission a proposé de rejeter ladite motion. Quant au Conseil fédéral, il a pris position le 21 février dernier. Dans son avis, notre exécutif fédéral explique qu'il "attache une grande importance à l'utilisation correcte des fonds suisses par les organisations au Proche-Orient. La vérification des flux financiers est une tâche permanente. Le DFAE tient compte de toutes les bases légales lors de l'attribution de fonds. En outre, le "Code de conduite pour les partenaires contractuels du DFAE" fait partie intégrante de tous les contrats." Le Conseil fédéral précise encore: "Après le 7 octobre 2023, le DFAE a décidé de faire établir des audits externes pour tous les projets qui n'ont pas encore été contrôlés en 2023. En outre, il fera procéder à un examen externe des mécanismes de contrôle internes." Fort de ces affirmations, le Conseil fédéral considère ainsi "que la motion est réalisée".

Cinq mois quasi jour pour jour après le 7 octobre, la majorité de notre commission est toujours d'avis que la motion 23.4338 est, hélas, encore d'une triste actualité au vu des souffrances infligées aux populations civiles par les deux parties au conflit.

C'est pour cette raison que je vous invite, au nom de la commission, à accepter cette motion.

Büchel Roland Rino (V, SG), für die Kommission: Mitte November 2023, also gut einen Monat nach dem Terrorangriff vom 7. Oktober 2023, den die Hamas vom Gazastreifen aus auf Israel verübte, befasste sich Ihre Aussenpolitische Kommission eingehend mit der Situation im Nahen Osten. Was geschah am frühen Samstagmorgen des 7. Oktober 2023? Rufen wir uns das ganz kurz noch einmal in Erinnerung: Hamas-Terroristen verübten im Süden Israels ein Massaker an der Zivilbevölkerung. Zudem wurde massiv geschlechterspezifische Gewalt an Frauen verübt. Hunderte Zivilisten kamen ums Leben. Mehr als hundert unschuldige Menschen wurden als Geiseln genommen. Das Leid war unfassbar, die Welt stand unter Schock.

Wie gesagt, an ihrer Sitzung von Mitte November tauschten sich die Mitglieder der Kommission untereinander und auch mit der Präsidentin des IKRK aus. Das Hauptaugenmerk der Diskussion lag einerseits auf der äusserst besorgniserregenden Situation der Zivilbevölkerung, andererseits auf der Einhaltung des humanitären Völkerrechts durch die Parteien. Nach einem intensiven Meinungsaustausch, auch mit dem Bundesrat, kam Ihre Kommission zum Schluss, dass

AB 2024 N 224 / BO 2024 N 224

der Bundesrat damit beauftragt werden soll, die Beiträge der Schweiz an Organisationen und Institutionen im Nahen Osten zu überprüfen, damit sichergestellt werden kann, dass solche Mittel nicht zur Terrorismusfinanzierung missbraucht werden können.

Ihre APK will deshalb die Rechtsgrundlagen dahin gehend anpassen, dass alle Zahlungen an Organisationen im Nahen Osten gestrichen oder sistiert werden, wenn sich herausstellt, dass diese erstens Hass und Gewalt verherrlichen und/oder sich an der Verbreitung von Propaganda beteiligen, zweitens zu Hass oder Gewalt aufrufen, drittens Teil von gewalttätigen Aktionen sind oder viertens Untergruppierungen haben, die sich an gewalttätigen Aktionen beteiligen.

Eine Minderheit der Kommission – Kollegin Friedl wird deren Argumente gleich darlegen – beantragt, die Motion abzulehnen. Das Stimmenverhältnis war, Sie haben es vorhin gehört, bei 22 anwesenden Kommissionsmitgliedern 11 zu 11. Der Präsident gab den Stichentscheid.

Gleich wie die Mehrheit messen auch die Minderheit und der Bundesrat dem korrekten Einsatz von Schweizer Geldern durch Organisationen im Nahen Osten eine grosse Bedeutung zu. Die Überprüfung von Finanzflüssen sei eine Daueraufgabe. Sämtliche gesetzlichen Grundlagen bei der Vergabe von Geldern würden berücksichtigt. Auch der sogenannte Verhaltenskodex für Vertragspartner des EDA sei Bestandteil aller Verträge, die in der Region abgeschlossen würden; das sehen Sie auch in der Stellungnahme des Bundesrates von diesem Februar. Das EDA hat sich nach dem 7. Oktober 2023 auch entschieden, bei allen Projekten, die 2023 noch





nicht überprüft worden waren, externe Audits erstellen zu lassen. Zudem wurde eine externe Überprüfung der internen Kontrollmechanismen in Aussicht gestellt.

Diese Schritte werden anerkannt. Aber die Kommission ist mehrheitlich oder eben mit 11 zu 11 Stimmen und Stichtentscheid des Präsidenten zum Schluss gekommen, dass sie sich absichern will.

Deshalb bittet Sie die Mehrheit der Kommission, deren Motion mit dem Titel "Finanzielle Unterstützung in Palästina. Einsetzung einer Taskforce" anzunehmen.

Walder Nicolas (G, GE): Dans la proposition de la majorité de la commission, vous ciblez le Proche-Orient, estimant qu'il faut que le DFAE fasse des contrôles dans cette région spécifiquement, alors que ce dernier vous a dit faire de tels contrôles dans le monde entier.

Estimez-vous dès lors que les contrôles ne sont pas nécessaires dans le reste du monde, comme en Afghanistan, au Sahel ou au Yémen? Estimez-vous que les contrôles là-bas ne seraient pas aussi nécessaires qu'au Proche-Orient?

Büchel Roland Rino (V, SG), für die Kommission: Selbstverständlich sind Kontrollen überall dort notwendig, wo Mittel, wo Steuergelder eingesetzt werden. Die Motion ist aus der Diskussion zur Situation im Nahen Osten entstanden. Aus den vier Gründen, die ich vorhin ausgeführt habe, hat sich die Kommission mit einer knappen Mehrheit dafür entschieden, die Motion so einzureichen.

Friedl Claudia (S, SG): Ich bitte Sie im Namen einer Minderheit – wir haben es vorhin gehört – von 11 Stimmen, nicht auf diese Motion einzutreten; dies nicht deshalb, weil wir den Inhalt falsch finden, sondern weil sie bereits überflüssig ist. Wie Herr Walder angetönt hat, geht es darum, dass die Grundsätze, die diese Motion fordert, auf der ganzen Welt eingefordert werden müssen, nicht nur hier in diesem Fall.

Der terroristische Überfall der Hamas auf israelische Zivilpersonen am 7. Oktober 2023 ist aufs Schärfste zu verurteilen. In unserem Parlament wurden damals nach dem Vorfall sofort Motionen der beiden SiK eingereicht, die die Hamas als terroristische Organisation einstufen und verbieten sollen. In der APK wurde die Frage gestellt, ob Geld aus der Schweiz, vorgesehen für humanitäre Hilfe und Friedensförderung in Gaza, in falsche Hände kommen könnte. Es kam die Forderung nach einer Taskforce auf, um dies zu klären. In der APK wurde uns dann aber gezeigt, dass es bereits eine bundesrätliche Taskforce gibt, die unter anderem erstens den Auftrag hat, einen rechtlichen Weg zu finden, um die Hamas als terroristische Organisation zu verbieten. Zweitens soll sie die Geldflüsse an die NGO, an die palästinensische Bevölkerung überprüfen. Es zeigte sich, dass die Überprüfung von Finanzflüssen bereits heute eine Daueraufgabe im EDA ist.

Es gibt daher zahlreiche Kontrollinstrumente, interne und externe. So gibt es Antidiskriminierungsklauseln und Codes of Conduct, die zu unterzeichnen sind. Es gibt interne Kontrollen, externe Kontrollen und Audits. Aber auch die interdepartementale Koordinationsgruppe zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung prüft die Geldflüsse, und die Schweiz beteiligt sich auch an einer internationalen Taskforce der nationalen Meldestellen zur Bekämpfung der Hamas-Finanzierung.

Die Liste ist also bereits lang. Die bisherigen Analysen der Finanzflüsse an die NGO-Partner haben keine ernsthaften Unregelmässigkeiten ergeben.

Seit Oktober tobt nun der Krieg im Gazastreifen. Die palästinensische Bevölkerung wird durch die israelischen Militärangriffe im Gazastreifen hin und her gejagt. Die humanitäre Situation ist katastrophal. Es fehlt den Menschen an allem, an Essen, Trinken, Medikamenten, Unterkunft. Kinder, alte Leute sterben, Menschen werden verletzt oder getötet. Es fehlt an Nachschub, es fehlt an Strukturen, die es für die Verteilung braucht. Die Versorgung der Menschen ist zusammengebrochen.

Der Bundesrat muss sich den Forderungen anschliessen, dass Israel die Kampfhandlungen sofort einstellt. Diese kollektive Bestrafung der Bevölkerung muss gestoppt werden. Sonst kommt es nicht nur zu einer humanitären Katastrophe, sondern zu einem Massensterben, für das die israelische Regierung die Verantwortung tragen müsste. Als Depositärstaat der Genfer Konvention ist es die Pflicht der Schweiz, sich mit aller Kraft für das Einhalten des humanitären Völkerrechts einzusetzen. Dem UN-Hilfswerk UNRWA fehlt das Geld, um die zwei Millionen Menschen zu versorgen. Auch dieses Hilfswerk wird ständig überprüft, um frühzeitig Verbindungen zum Terrorismus zu erkennen. 13 000 Mitarbeitende hat die UNRWA allein im Gazastreifen. Da gibt es unbestritten ein Risiko. Aber die Problematik ist erkannt, denn niemand – niemand! – will öffentliche Gelder an terroristische Organisationen schicken. Deshalb bestehen bereits viele Überwachungsschritte bei der UNRWA. Ja, selbst eine Taskforce besteht bereits.

Für die Schaffung eines Hamas-Verbots, welches bereits in Auftrag gegeben wurde, hat der Bundesrat kürzlich die entsprechende Vernehmlassung eröffnet. Eine weitere Motion ist deshalb überflüssig. Ein Antrag auf ein Kommissionspostulat, welches geordnete Antworten auf diese Fragestellungen geben soll, liegt bereits zur



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Frühjahrssession 2024 • Siebente Sitzung • 05.03.24 • 08h00 • 23.4338
Conseil national • Session de printemps 2024 • Septième séance • 05.03.24 • 08h00 • 23.4338



Genehmigung vor. Dieses wäre wohl der richtige Weg, das richtige Instrument.
Ich bitte Sie deshalb im Namen der Minderheit, die Motion abzulehnen.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Geschätzte Kollegin, Fakt ist, dass die Hamas und ihr militärischer Arm mit der jahrzehntelangen Besteuerung von Hilfsgütern, Hilfsleistungen usw. das Volk ausgenutzt hat und eine Armee aufbauen konnte. Meine Frage an Sie, Frau Kollegin Friedl: Sie haben gesagt, die Strategie sei erfüllt. Wo bitte haben Sie in der Strategie des Bundesrates nachlesen können, wie die Wiederholung der gleichen Fehler verhindert werden soll, etwa indem man Gelder an NGO vergibt oder Hilfsgüter liefert, die dann besteuert werden, wenn Palästinenserinnen und Palästinenser für ihre Medikamente, welche die Schweiz gratis geliefert hat, in den Spitälern bezahlen müssen? Damit werden dann die Waffen finanziert. Wo ist diese erfüllte Strategie, die Sie erwähnt haben? Ich habe bei uns in der Kommission keine gesehen.

Friedl Claudia (S, SG): Geschätzter Herr Kollege Portmann, es gibt sehr viele Überwachungsmittel, um die UNRWA zu überwachen, damit das, was Sie gesagt haben, nicht passiert. Wir wissen aber auch, dass sich die palästinensische Bevölkerung schon seit Jahrzehnten in einer Situation

AB 2024 N 225 / BO 2024 N 225

befindet, in der dieses Volk nicht ohne Unterstützung überleben kann – auch das ist ein wichtiger Aspekt. Deshalb ist dieses Postulat, das auch die APK fordert, genau der richtige Weg. Es wird darin genau das aufgearbeitet, was wir schon haben. Dort können wir die Fragen, die Sie stellen, auch wirklich beantworten.

Cassis Ignazio, conseiller fédéral: La motion est, hélas, d'une triste actualité, comme l'a à juste titre souligné le rapporteur de la commission, le conseiller national Pierre-André Page. Le Conseil fédéral vous propose de rejeter cette motion, non pas parce qu'il ne partage pas son contenu et les actions qu'elle propose, mais tout simplement pour une question formelle, parce que les actions demandées sont déjà en partie exécutées et en partie déjà mises en exécution. La motivation est donc de nature formelle, pas de nature substantielle.

Aber machen wir doch bitte einen Schritt zurück: Nach den Terroranschlägen der Hamas am 7. Oktober 2023 reagierte der Bundesrat umgehend. Er setzte sofort eine Taskforce Naher Osten ein, die er erstens mit der Prüfung der rechtlichen Grundlage für ein Verbot der Hamas beauftragte; die Botschaft zu diesem Verbot haben Sie jetzt im Parlament. Zweitens mandatierte der Bundesrat das EDA mit der Durchführung einer Analyse der Finanzströme im Zusammenhang mit dem Kooperationsprogramm für den Nahen Osten.

Die Analyse der Finanzströme hat bisher gezeigt, dass das EDA keine Kenntnis von Geldern hat, die der Hamas zugutegekommen sind oder die für andere als die vereinbarten Zwecke verwendet wurden. Sie spüren auch den Ton: "Wir haben keine Kenntnis davon", wir haben aber auch keine Kenntnis des Gegenteiles. Der Bundesrat hat am 22. November 2023 über die Ergebnisse informiert.

Es ist aber klar, dass die Überprüfung von Finanzflüssen eine Daueraufgabe ist, längst nicht nur im Nahen Osten, sondern in der ganzen Welt, wie richtigerweise auch in Erinnerung gerufen wurde. Es geht um die Kontrolle der zweckmässigen Verwendung von Mitteln. Wir analysieren die Vertretungen vor Ort, und wir schauen, dass die Vertretungen vor Ort den Kontext und die Relevanz von Projekten und Programmen beurteilen. Projekte in der Höhe von über 100 000 Franken werden regelmässig auch einer externen Finanzprüfung, einem Audit, unterzogen, auch werden externe Evaluationen über die Qualität von Projekten und Programmen durchgeführt.

Die interne Revision des EDA prüft die korrekte Umsetzung der Kontrollinstrumente. Der Bundesrat misst dem korrekten Einsatz von Geldern grosse Bedeutung bei. Nach dem 7. Oktober 2023 hat das EDA deshalb zusätzliche Massnahmen beschlossen. Ich habe beantragt, dass alle Projekte im Nahen Osten in diesem Jahr externen Prüfungen unterzogen werden, sofern sie nicht bereits das letzte Jahr überprüft wurden. Ich habe auch aufgegleist, dass eine externe Prüfung der internen Kontrollmechanismen der DEZA und der Abteilung Frieden und Menschenrechte im Staatssekretariat stattfindet. Die Empfehlungen dieser Prüfung werden anschliessend genutzt, um die internen Mechanismen zu verstärken.

De plus, et c'est une décision que le Parlement a prise lors du débat sur le budget, le Conseil fédéral consultera les Commissions de politique extérieure avant le paiement de chaque tranche destinée à l'aide humanitaire au Proche-Orient. Il assurera ainsi que les contributions financières profitent exclusivement à la population civile dans le besoin. Cela reflète votre décision.

Enfin, le Conseil fédéral condamne fermement tout appel à la violence ou à la haine et toute forme de discrimination. C'est pour cette raison que le "Code de conduite pour les partenaires contractuels du DFAE" fait partie intégrante de tous les contrats avec les organisations externes. Quand ce code de conduite est violé, il y a des sanctions. Les services du DFAE, notamment la DDC et la division Paix et droits de l'homme du secrétariat



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Frühjahrssession 2024 • Siebente Sitzung • 05.03.24 • 08h00 • 23.4338
Conseil national • Session de printemps 2024 • Septième séance • 05.03.24 • 08h00 • 23.4338



d'Etat, examinent la conformité de la communication de nos partenaires avec le code de conduite et, comme je vous l'ai dit, tirent les conséquences si ce code est violé.

C'est pour cette raison que le Conseil fédéral vous invite à rejeter la motion, non pas parce qu'il ne partage pas son objectif, mais parce qu'elle est superflue.

Fridez Pierre-Alain (S, JU): Monsieur le conseiller fédéral, je profite de ce débat pour vous demander, face au drame inqualifiable que vit actuellement le peuple palestinien dans la bande de Gaza: que fait maintenant concrètement la Suisse face à cette situation pour améliorer le sort de ces malheureux?

Cassis Ignazio, conseiller fédéral: La Suisse, comme toujours, est active par plusieurs chemins, Monsieur le conseiller national. L'un de ces chemins est celui de l'assistance humanitaire, dont nous sommes en train de parler dans cette motion, un autre est le chemin diplomatique bilatéral et multilatéral. Nous avons participé, en tant que membre du Conseil de sécurité des Nations Unies, au débat sur ce thème et y avons apporté notre contribution dans le sens non seulement d'un appel au respect du droit international humanitaire, mais également de notre soutien à tout effort diplomatique pour trouver une solution négociée qui soit une solution globale. Il est indéniable aujourd'hui que la solution de ce conflit ne sera pas trouvée au moyen de l'assistance humanitaire, aussi importante qu'elle soit, mais qu'elle devra être trouvée à l'intérieur d'un cadre politique qui voit des solutions pour la population locale à moyen et long terme. La Suisse reste de l'avis qu'une solution à deux Etats doit être actuellement mise en oeuvre.

Molina Fabian (S, ZH): Herr Bundesrat, die Situation im Gazastreifen ist ja unbestrittenermassen katastrophal. Über 30 000 Personen haben bereits ihr Leben verloren. Es herrscht Hunger, und es zeichnet sich überhaupt keine Verbesserung ab. Im Gegenteil: Mit der drohenden Offensive auf Rafah droht eine weitere Eskalation der schlimmen Situation. Und nun frage ich Sie, Herr Bundesrat, weil Sie gestern in der Fragestunde meine Frage 24.7059 offensichtlich nicht beantworten wollten: Hat der Bundesrat weitere Beiträge an Organisationen in der Region sistiert, und wird er diese ebenfalls den APK zur Konsultation vorlegen? Oder geht es nur um die Beiträge in den besetzten palästinensischen Gebieten?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Herr Nationalrat Molina, das Parlament hat entschieden, dass den APK alle Beiträge für die humanitäre Hilfe im Nahen Osten zur Konsultation unterbreitet werden. Der Bundesrat setzt diesen Auftrag des Parlamentes um. Der Nahe Osten ist in der Mena-Strategie definiert, es handelt sich um sechs Länder.

Tuena Mauro (V, ZH): Herr Bundesrat, können Sie hier bestätigen, dass heute keine Gelder mehr an die UNRWA fließen?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Der Bundesrat setzt den Auftrag des Parlamentes um. Das heisst, alle Mittel für die humanitäre Assistenz, einschliesslich der Mittel für die UNRWA – die Mittel für die UNRWA gehören zum Budget der humanitären Assistenz –, werden vorgängig in den Aussenpolitischen Kommissionen konsultiert werden. Das ist bis jetzt noch nicht geschehen, wird aber in den nächsten Wochen geschehen. Bis heute sind also keine Mittel geflossen, und es werden auch keine fließen, solange die Konsultation nicht stattgefunden hat.

Walder Nicolas (G, GE): Monsieur le conseiller fédéral, existe-t-il, à votre avis, une organisation capable aujourd'hui de reprendre les activités de l'UNRWA pour sauver qui peut encore l'être, des millions de Palestiniens? Aujourd'hui, comme mon collègue Molina l'a dit, plus de 30 000 personnes sont déjà décédées, dont des milliers d'enfants. Existe-t-il aujourd'hui une organisation autre que l'UNRWA qui soit capable de faire face à la situation à court et moyen terme dans la région?

AB 2024 N 226 / BO 2024 N 226

Cassis Ignazio, conseiller fédéral: Monsieur le conseiller national Walder, la situation est un peu plus complexe. L'UNRWA n'est pas présente uniquement en Cisjordanie et à Gaza, mais elle est également présente en Syrie, au Liban et en Jordanie. Elle est donc en train de faire différentes choses dans différents pays. Si en Cisjordanie et à Gaza, l'UNRWA est actuellement en particulier attentive à l'assistance humanitaire, à l'assistance d'urgence, vu la situation dramatique sur place, elle continue de faire ses travaux dans les autres pays. Il faut donc voir l'ensemble de cette organisation. En ce qui concerne la bande de Gaza, l'UNRWA est un acteur central pour l'assistance d'urgence qui est nécessaire aujourd'hui. Elle n'est pas le seul acteur, mais





AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Frühjahrssession 2024 • Siebente Sitzung • 05.03.24 • 08h00 • 23.4338
Conseil national • Session de printemps 2024 • Septième séance • 05.03.24 • 08h00 • 23.4338



c'est un acteur central.

Rumy Farah (S, SO): Sehr geehrter Herr Bundesrat, der Bundesrat hat die Hamas nach dem furchtbaren Angriff vom 7. Oktober zu Recht verurteilt. Nach diesem Anschlag erfolgte eine furchtbare Militäroffensive gegen die Bevölkerung Palästinas. Sind Sie angesichts dieser Tatsache damit einverstanden, dass Israel für seine Militäroffensive ebenfalls verurteilt werden muss? Und können Sie nochmals ausführen, ob jetzt wirklich gar keine Gelder mehr nach Palästina fließen?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Frau Nationalrätin, allfällige Völkerrechtsverbrecher werden von Gerichten und nicht von Regierungen verurteilt. Der Bundesrat unterstützt, dass die Justiz richtig funktioniert. Er hat auch ganz klar den Entscheid des International Court of Justice unterstützt und Israel daran erinnert, dass dieser Entscheid verpflichtend ist. Betreffend die Gelder kann ich wiederholen, dass im Moment und ohne Konsultation der APK kein Geld für humanitäre Hilfe in den Nahen Osten fliesst. Das haben Sie, geschätzte Damen und Herren, im Rahmen der Budgetdebatte entschieden, und das setzt der Bundesrat um.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Herr Bundesrat, es gibt inzwischen zahlreiche Analysen, auch von arabischen Staaten, die darlegen, wie die Hamas sich, also ihren militärischen Arm, finanzieren konnte oder immer noch kann, wie die Hamas Israel vernichten, von der Karte verschwinden lassen will, wie egal es ihr ist, wie es ihrem Volk geht. Die Hamas opfert ihre eigenen Leute. Und sie sagt auch offiziell, dass das Wohl der Palästinenserinnen und Palästinenser Aufgabe der internationalen Gemeinschaft sei und nicht ihre als gewählte Behörde. Ich frage Sie, Herr Bundesrat, hat der Bundesrat Kenntnis von diesen Berichten oder Analysen? Haben Sie diese über Ihre Botschaften bekommen? Oder haben Sie keine Kenntnis davon?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Herr Nationalrat, der Bundesrat hat Kenntnis von der Komplexität der Ursachen dieses Krieges, die nicht gestern, sondern schon Jahrhunderte zuvor entstanden sind und zu dieser Situation geführt haben. Das ist der Grund, warum jetzt dort ein Krieg herrscht.

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Die Mehrheit der Kommission beantragt, die Motion anzunehmen. Eine Minderheit Friedl Claudia und der Bundesrat beantragen, die Motion abzulehnen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 23.4338/28234)

Für Annahme der Motion ... 118 Stimmen

Dagegen ... 59 Stimmen

(3 Enthaltungen)

